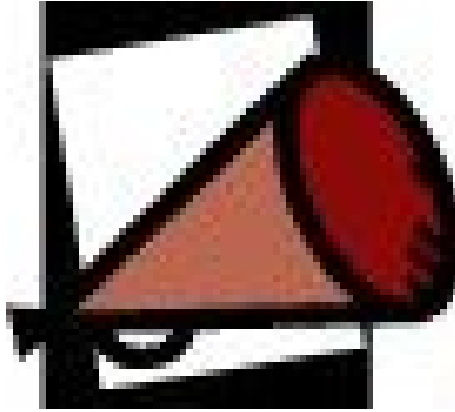


<https://www.pressegauche.org/PRECHER-DANS-LE-VIDE>



Prêcher dans le vide

- International - Le Monde -



Date de mise en ligne : mardi 18 juin 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

À gauche, du moins dans une partie de celle-ci (la plus multiculturaliste), on glose beaucoup sur « l'islamophobie » ; on dénonce avec complaisance ce sentiment soi-disant très répandu au sein des populations occidentales, en particulier celle de pays-hôtes de l'immigration massive en provenance du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord.

Il importe donc de remettre les pendules à l'heure dans ce dossier délicat.

Certains analystes font remonter l'actuelle poussée « d'islamophobie » aux actions d'Al-Qaïda contre les tours jumelles du World Trade Center à New York le 11 septembre 2001. Ce désastre aurait selon eux sonné le coup d'envoi d'une énorme et multiforme opération de diversion de la part des classes dominantes pour détourner la colère et la frustration des multiples laissés-pour-compte de la mondialisation à saveur rétrolibérale contre les vilains islamistes. D'autres initiatives islamistes comme les attentats contre le Bataclan et Charlie-Hebdo de 2015 en France n'auraient fait qu'entretenir un climat psychologique et idéologique délétère à l'endroit des musulmans. Au Québec, on n'hésite pas à y associer le projet de loi 21 du gouvernement Legault, lequel brimerait les droits fondamentaux de nos concitoyens et concitoyennes musulmans.

Il existe du vrai dans ces assertions, mais le problème est plus ancien et plus complexe que ne le prétendent les multiculturalistes. Examinons le donc de plus près dans une perspective historique.

C'est à bon droit que plusieurs commentateurs et commentatrices de gauche font remarquer qu'à l'anticommunisme qui servait auparavant d'élément rassembleur des droites occidentales a succédé depuis 1991 un changement de paradigme : les « terroristes islamiques » en font les frais. Il faut en effet reconnaître que les attentats du 11 septembre 2001 ont joué à cet égard un rôle important de catalyseur. S'y ajoutent les difficultés d'intégration de la masse de nouveaux venus dans certains pays européens, ce qui suscite de la part des populations locales affectées par ce phénomène une grogne compréhensible mais qu'on aurait tort d'assimiler trop vite à de la xénophobie.

Les eurobureaucrates de Bruxelles et la majorité des classes politiques, acquises au rétrolibéralisme cosmopolite, ont alors beau jeu de dénoncer ce qu'ils qualifient de « lèpre populiste » mais ce n'est pas leurs membres qui doivent subir au quotidien la promiscuité forcée avec les nouveaux venus ni la concurrence pour l'emploi.

Dans la situation privilégiée qui est la leur, il leur est facile de prêcher aux déclassé(e)s et aux exclu(e)s la vertu de tolérance et « d'ouverture à l'autre ». Plutôt que de déplorer la montée de l'extrême-droite nationaliste, ils et elles seraient mieux inspirés d'écouter vraiment les doléances des classes populaires, faute de quoi celles-ci risquent de céder à des poussées de colère bien plus fortes encore que ce à quoi on a assisté jusqu'à maintenant. Le Brexit relève aussi de ce genre de réaction devant la surdité volontaire des classes dominantes continentales. Ses partisans et partisanes ne sont pas tous des réactionnaires, des chauvins ou des nostalgiques de l'ancien empire colonial.

En fait, le malaise qui marque les relations entre l'Occident et les sociétés musulmanes remonte assez loin en arrière : au premier choc pétrolier d'octobre 1973 à mars 1974, quand les pays arabes producteurs de pétrole (regroupés au sein de l'OPEP) ont décidé de changer les règles du jeu à leur avantage, suite à guerre israélo-arabe d'octobre 1973, au cours de laquelle les États-Unis avaient comme d'habitude soutenu l'État hébreu.

L'initiative des pays arabes pétroliers de relever drastiquement le prix du baril a provoqué une première vague

occidentale de mécontentement à l'égard des « maudits Arabes » accusés de faire chanter le « pauvre Occident » et aussi d'être décidément des ennemis jurés d'Israël, et ce même si certaines initiatives économiques américaines adoptées en 1971 comme l'abandon des Accords de Bretton-Woods d'une part, et d'autre part le pic de production du pétrole atteint aux États-Unis mêmes avaient contribué à l'apparition de la crise de l'énergie avant même l'augmentation des prix du brut par les membres de l'OPEP en 1973-1974.

On pourrait qualifier cette attitude rancunière « d'arabophobie », un terme qui me paraît plus exact que celui plus flou « d'islamophobie ».

Jusque là, classes politiques et opinions publiques occidentales prenaient pour acquis que l'approvisionnement à bon marché en pétrole leur serait indéfiniment assuré, tout comme l'appui à Israël leur semblait aller de soi.

Mais à partir de cette époque, on a vu émerger à des degrés divers en Occident (et particulièrement aux États-Unis) un sentiment de rancœur envers « les Arabes », et ce bien avant l'effondrement du régime soviétique en 1991.

La montée de l'islamisme politique anti-occidental (et surtout anti-américain) durant les décennies 1980 et 1990 n'a fait qu'envenimer une situation déjà compromise. L'émergence de la cause palestinienne à la même période a contribué à braquer les États-Unis et Israël d'un côté, les Palestiniens et Palestiniennes et les opinions publiques arabes de l'autre. On le sait, le Congrès et le Sénat américains sont toujours les plus fermes soutiens de l'État hébreu en Occident et ce en dépit de tensions parfois aiguës entre la Maison-Blanche et Tel-Aviv.

Ajoutons pour finir les récessions majeures de 1982-1984, 1991 et 2008 couplées à des changements brutaux des règles du jeu social en faveur du patronat dans plusieurs pays occidentaux, plus une immigration importante en provenance du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord pour constater que la table est mise pour expliquer le malaise qu'on constate de nos jours entre « nationaux » et « immigrés ».

Tous les musulmans et musulmanes ne sont pas des intégristes en effet... pas plus que ceux et celles des nationaux qui expriment des réserves au sujet de l'immigration massive ne sont tous des xénophobes, encore moins des racistes.

Pour commencer à régler ce genre de problème, il faut au premier chef réinventer la social-démocratie avec comme point cardinal un régime d'emploi inclusif ; sur le plan international, pour battre en brèche l'influence des intégristes, il urge de solutionner le conflit israélo-palestinien, un point de fixation dans l'antagonisme qui oppose opinions publiques arabes et certaines classes politiques occidentales.

Se contenter de dénoncer vertueusement « l'islamophobie » non seulement ne résoudra rien, mais contribuera à prolonger la présente impasse. Les infortunes de la vertu... politique.

Jean-François Delisle